

NOTICE ANNUELLE 2011

Le 22 mars 2012

Financière^{MC}
IGM

Mise en garde relative aux énoncés prospectifs

Certains énoncés qui figurent dans la présente notice annuelle et dans les documents qui y sont intégrés par renvoi, sauf les énoncés portant sur des faits historiques, constituent des énoncés prospectifs qui sont fondés sur certaines hypothèses et expriment les attentes actuelles de la Société financière IGM et de ses filiales. Les énoncés prospectifs ont pour but d'aider le lecteur à comprendre la situation financière et les résultats d'exploitation de la Société à certaines dates et pour les périodes terminées à certaines dates et de présenter des renseignements sur les attentes actuelles de la direction et les projets futurs; le lecteur est averti que ces énoncés pourraient ne pas convenir à d'autres fins. Ces énoncés se rapportent notamment aux activités, à l'entreprise, à la situation financière, aux résultats financiers prévus, au rendement, aux occasions d'affaires, aux priorités, aux cibles, aux buts, aux objectifs courants, aux stratégies et aux perspectives de la Société et de ses filiales ainsi qu'aux perspectives quant à la situation économique nord américaine et internationale pour l'exercice en cours et les périodes subséquentes. Les énoncés prospectifs comprennent des énoncés qui sont de nature prévisionnelle, qui sont assujettis ou renvoient à des événements ou à des situations futurs ou qui se caractérisent par l'emploi de termes tels que « prévoir », « s'attendre à », « penser », « estimer », « chercher à », « avoir l'intention de », « cibler », « projeter » ou la forme négative de ces termes et d'autres expressions similaires ou par l'emploi du futur ou du conditionnel.

Ces renseignements sont fondés sur certains facteurs ou hypothèses importants qui ont été posés afin de tirer une conclusion ou d'établir des prévisions ou des projections aux fins des énoncés prospectifs, y compris la perception des tendances historiques, de la situation actuelle et de l'évolution prévue, ainsi que sur d'autres facteurs qu'on estime appropriés dans les circonstances.

De par leur nature, ces renseignements comportent des risques et des incertitudes, d'ordre général ou particulier, qui pourraient faire en sorte que les attentes, les prévisions, les prédictions, les projections ou les conclusions ne se concrétisent pas, que les hypothèses soient incorrectes et que les objectifs, stratégiques ou autres, et les priorités ne se réalisent pas.

Divers facteurs, dont bon nombre sont indépendants de la volonté de la Société et de ses filiales, ont une incidence sur l'exploitation, le rendement et les résultats de la Société et de ses filiales, et de leurs entreprises, et pourraient faire en sorte que les résultats réels diffèrent considérablement des attentes actuelles quant aux événements ou résultats estimatifs ou prévus. Ces facteurs comprennent l'incidence ou l'incidence imprévue de la conjoncture économique générale, de la situation politique et de la situation des marchés en Amérique du Nord et ailleurs dans le monde, les taux d'intérêt et les cours du change, les marchés boursiers et financiers mondiaux, la gestion de la liquidité du marché et des risques liés au financement, l'évolution des conventions et des méthodes comptables utilisées pour présenter la situation financière (y compris les incertitudes liées aux hypothèses et aux estimations comptables principales), l'effet de l'application de modifications comptables futures, les risques liés à l'exploitation et à la réputation, la concurrence, les progrès technologiques, l'évolution des lois et des règlements gouvernementaux, les modifications des lois fiscales, les poursuites

judiciaires ou les procédures d'application de la réglementation inattendues, les catastrophes, la mesure dans laquelle la Société et ses filiales réussissent à réaliser des opérations stratégiques, à intégrer les sociétés acquises et à mettre en œuvre d'autres stratégies de croissance et la mesure dans laquelle la Société et ses filiales réussissent à prévoir et à gérer les facteurs qui précèdent.

Le lecteur est prié de noter que cette liste de facteurs susceptibles d'avoir une incidence sur les énoncés prospectifs de la Société n'est pas exhaustive. Il est également invité à examiner attentivement ces facteurs ainsi que d'autres facteurs, incertitudes et événements éventuels et à ne pas se fier indûment aux énoncés prospectifs.

Sauf si cela est exigé expressément par la loi, la Société décline toute obligation de mettre à jour les énoncés prospectifs pour tenir compte de faits survenus après la date à laquelle ceux-ci ont été faits ou de la survenance d'événements imprévus, que ce soit en raison de nouveaux renseignements, d'événements ou de résultats futurs ou pour un autre motif.

Les documents d'information déposés auprès des organismes de réglementation des valeurs mobilières au Canada, que l'on peut consulter au www.sedar.com, donnent des renseignements supplémentaires sur les risques et incertitudes inhérents à l'entreprise de la Société.

Mesures financières non définies par les IFRS

La présente notice annuelle ainsi que les documents qui y sont intégrés par renvoi comportent des mesures financières non définies par les IFRS. Le bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires, qui est une mesure financière conforme aux normes internationales d'information financière (les « IFRS »), se subdivise en deux composantes, comme suit :

- le bénéfice opérationnel attribuable aux actionnaires ordinaires;
- les autres éléments, qui comprennent l'incidence après impôt d'un élément qui, selon la direction, est non récurrent ou pourrait compromettre l'utilité de la comparaison des résultats opérationnels d'une période à l'autre.

Les termes indiquant des mesures financières non définies par les IFRS comprennent le « bénéfice opérationnel attribuable aux actionnaires ordinaires », le « bénéfice opérationnel par action », le « rendement opérationnel des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires » et d'autres expressions similaires, qui visent à fournir aux membres de la direction et aux épargnants des mesures supplémentaires leur permettant d'évaluer les résultats. De même, le « bénéfice avant intérêts et impôt (BAII) » et le « bénéfice avant intérêts, impôt et amortissement (BAIIA) » sont des mesures financières non définies par les IFRS qui visent à fournir aux membres de la direction, aux épargnants et aux analystes en placement des mesures supplémentaires leur permettant d'évaluer et d'analyser les résultats de la Société. Toutefois, les mesures financières non définies par les IFRS n'ont pas de signification normalisée prescrite par les IFRS et ne peuvent être comparées directement aux mesures similaires utilisées par d'autres sociétés. Le lecteur est invité à se reporter aux rapprochements appropriés des mesures financières non définies par les IFRS et des mesures prescrites par les IFRS qui figurent dans les tableaux 1 et 2 du rapport annuel 2011, aux pages 18 et 19.

SOCIÉTÉ FINANCIÈRE IGM INC.

Table des matières

	Numéro de page		
	Notice annuelle	Rapport annuel 2011*	Circulaire de sollicitation de procurations de la direction*
Introduction	3		
Constitution	3		
Filiales et organigramme	3		
Description des activités	4	17 à 118	
Évolution de l'entreprise au cours des trois derniers exercices	4	17 à 118	
Politique en matière de dividendes	4		
Description de la structure du capital	5		
Description générale	5		
Notes	7		
Marché pour la négociation des titres	8		
Actions ordinaires	9		
Actions privilégiées de premier rang, série B	9		
Administrateurs et dirigeants	10		
Administrateurs	10		5 à 9
Hauts dirigeants	10		
Participation des administrateurs et des hauts dirigeants	11		
Poursuites judiciaires et mesures d'application de la réglementation	11	59 et 60	
Agents des transferts et agents chargés de la tenue des registres	11		
Contrats importants	11		
Intérêts des experts	12		
Comité d'audit	12		
Composition du comité d'audit	12		
Politique d'approbation préalable	13		
Honoraires versés aux auditeurs externes	13		
Renseignements supplémentaires	14		
Annexe A	15		

* Certaines parties du rapport annuel de 2011 de la Société financière IGM Inc. pour l'exercice terminé le 31 décembre 2011 (le « rapport annuel 2011 ») et de la circulaire de sollicitation de procurations de la direction datée du 29 février 2012 relative à l'assemblée des actionnaires de la Société du 4 mai 2012 (la « circulaire de sollicitation de procurations ») sont intégrées par renvoi à la présente notice annuelle. On peut consulter le rapport annuel 2011 et la circulaire de sollicitation de procurations sur SEDAR, au www.sedar.com.

Sauf indication contraire, les renseignements qui figurent dans la présente notice annuelle sont arrêtés au 31 décembre 2011.

INTRODUCTION

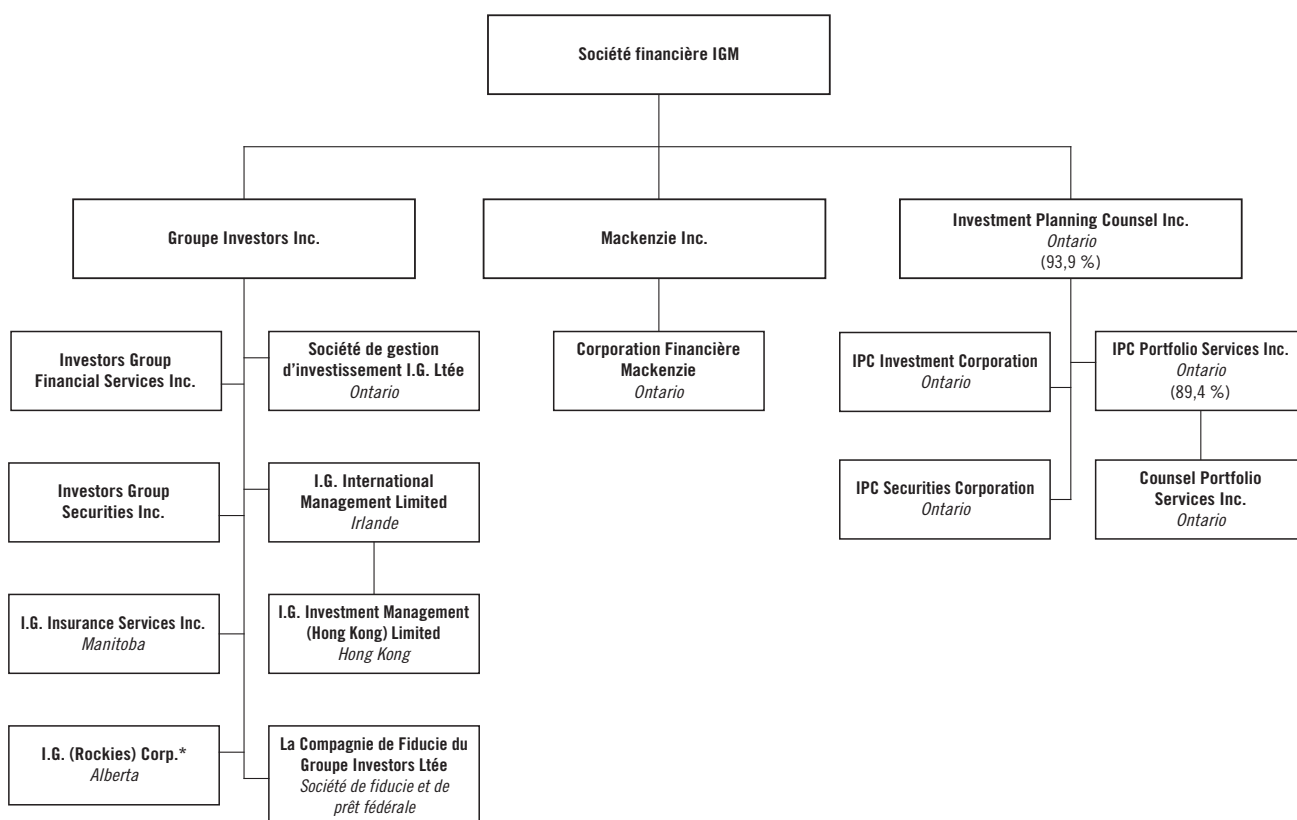
Constitution

La Société financière IGM Inc. (la « Société financière IGM » ou la « Société ») a été constituée en vertu de la *Loi canadienne sur les sociétés par actions* le 3 août 1978 et son capital-actions a été restructuré au moyen de clauses modificatrices ayant pris effet le 19 septembre 1986. Elle a adopté le nom Société financière IGM Inc. au moyen de clauses modificatrices ayant pris effet le 30 avril 2004 et ses statuts de constitution et toutes ses clauses modificatrices ont été mis à jour au moyen de statuts de constitution mis à jour en date du 30 avril 2004 (les « statuts »). Les statuts ont été modifiés de nouveau le 7 décembre 2009 en vue de créer les actions privilégiées de premier rang, série B.

La Société est une filiale de la Corporation Financière Power et son siège social et établissement principal est situé au 447, avenue Portage, Winnipeg (Manitoba) R3C 3B6.

Filiales et organigramme

Le tableau suivant indique les liens entre la Société financière IGM et sa filiale principale et certaines de ses autres filiales en date du 31 décembre 2011, le territoire de constitution de chacune et le pourcentage de titres comportant droit de vote détenus :



Sauf indication contraire, toutes les sociétés ont été constituées en vertu de la *Loi canadienne sur les sociétés par actions* et la totalité de leurs titres comportant droit de vote appartiennent, directement ou indirectement, à la Société financière IGM Inc.

* Groupe Investors Inc. et Société de gestion d'investissement I.G. Ltée sont propriétaires de 80,4 % et de 19,6 %, respectivement, des actions comportant droit de vote.

DESCRIPTION DES ACTIVITÉS

La Société financière IGM Inc. est une société qui offre des services financiers aux particuliers, principalement des services de consultation en matière de placement et des services connexes, et gère un actif totalisant plus de 118,7 G\$. Elle exerce ses activités par l'entremise du Groupe Investors Inc. (le « Groupe Investors »), de la Corporation Financière Mackenzie (« Mackenzie ») et d'Investment Planning Counsel Inc. (« Investment Planning Counsel »). La Société financière IGM Inc. est membre du groupe de sociétés de la Corporation Financière Power.

Au 31 décembre 2011, la Société et ses filiales comptaient 3 122 employés.

Le Groupe Investors, qui a été fondé en 1926, offre des solutions financières personnalisées aux Canadiens au moyen d'un réseau comptant environ 4 600 conseillers au Canada et gère un actif de fonds communs de placement de 57,7 G\$. En plus d'offrir une famille exclusive de fonds communs de placement et d'autres moyens de placement, le Groupe Investors offre un large éventail de produits et de services dans les domaines de l'assurance, des valeurs mobilières et des prêts hypothécaires et, par l'intermédiaire de la Banque nationale du Canada, des produits et des services bancaires.

Mackenzie, qui a été fondée en 1967, est une société de gestion de placements qui offre des services de consultation en placement et des services connexes. Gérant un actif de 61,7 G\$, Mackenzie offre ses produits et ses services principalement au moyen d'un réseau de distribution diversifié de conseillers financiers indépendants.

Investment Planning Counsel, distributeur indépendant de produits, de services et de conseils financiers au Canada, est une entreprise de planification financière canadienne qui a été fondée en 1996. Elle compte plus de 860 conseillers financiers et gère un actif de 16,5 G\$, qui comprend un actif de fonds communs de placement de plus de 2,8 G\$ géré par Counsel Portfolio Services Inc.

Pour obtenir de plus amples renseignements sur les activités de la Société, veuillez vous reporter aux pages 17 à 118 du rapport annuel 2011.

ÉVOLUTION DE L'ENTREPRISE AU COURS DES TROIS DERNIERS EXERCICES

Le 1^{er} septembre 2010, Mackenzie, Mackenzie Cundill Investment Management Ltd., Mackenzie (Rockies) Corp. et Howson Tattersall Investment Counsel Limited ont fusionné au sein de la Corporation Financière Mackenzie en vertu des lois de l'Ontario.

Le 2 septembre 2011, la Corporation Financière Mackenzie a annoncé qu'elle avait conclu une convention avec B2B Trust aux termes de laquelle B2B Trust ferait l'acquisition de la totalité de Compagnie de Fiducie M.R.S. et de M.R.S. Inc. L'opération, dont la clôture a eu lieu le 16 novembre 2011, comportait une contrepartie en espèces d'environ 199 M\$ et prévoyait le remboursement par B2B Trust de titres d'emprunt subordonnés de Compagnie de Fiducie M.R.S. totalisant 20 M\$ à Corporation Financière Mackenzie.

Pour obtenir de plus amples renseignements sur l'évolution générale de l'entreprise de la Société et sur les facteurs de risque dont on pourrait raisonnablement s'attendre à ce qu'ils aient une incidence importante sur l'entreprise, la situation financière ou les résultats d'exploitation de la Société, se reporter aux pages 17 à 118 du rapport annuel 2011.

POLITIQUE EN MATIÈRE DE DIVIDENDES

La pratique actuelle de la Société consiste à verser des dividendes trimestriels aux porteurs d'actions ordinaires. Un dividende fixe annuel non cumulatif de 5,75 % était payable trimestriellement aux porteurs d'actions privilégiées, série A jusqu'au 31 décembre 2009, date à laquelle la Société a racheté ces actions. Le 8 décembre 2009, la Société a émis des actions privilégiées, série B. Un dividende fixe annuel non cumulatif de 5,90 % est payable trimestriellement aux porteurs d'actions privilégiées, série B.

Le pouvoir de la Société de verser des dividendes sur ses actions ordinaires est restreint par les modalités des actions privilégiées en circulation, qui prévoient que la Société financière IGM ne peut verser de dividendes sur les actions ordinaires que si tous les dividendes auxquels les porteurs d'actions privilégiées ont droit à ce moment-là ont été déclarés et versés ou réservés à des fins de versement.

Le tableau qui suit présente le montant des dividendes en espèces qui ont été déclarés par action de chaque catégorie d'actions en circulation de la Société pendant chacun des trois derniers exercices terminés.

Exercice	Trimestre	Dividendes déclarés sur	Dividendes déclarés	Dividendes déclarés
		les actions ordinaires	sur les actions privilégiées, série A ⁽¹⁾	sur les actions privilégiées, série B ⁽²⁾
		(en dollars)	(en dollars)	(en dollars)
2009	Premier trimestre	0,5125	0,359	s.o.
	Deuxième trimestre	0,5125	0,359	s.o.
	Troisième trimestre	0,5125	0,359	s.o.
	Quatrième trimestre	0,5125	0,359	s.o.
2010	Premier trimestre	0,5125	s.o.	0,57788 ⁽³⁾
	Deuxième trimestre	0,5125	s.o.	0,36875
	Troisième trimestre	0,5125	s.o.	0,36875
	Quatrième trimestre	0,5125	s.o.	0,36875
2011	Premier trimestre	0,5125	s.o.	0,36875
	Deuxième trimestre	0,5125	s.o.	0,36875
	Troisième trimestre	0,5375	s.o.	0,36875
	Quatrième trimestre	0,5375	s.o.	0,36875

⁽¹⁾ Aucune action privilégiée de premier rang, série A n'est en circulation actuellement, étant donné que la Société a racheté ces actions le 31 décembre 2009.

⁽²⁾ Les actions privilégiées, série B ont été créées le 7 décembre 2009.

⁽³⁾ Les statuts exigeaient que les premiers dividendes qui seraient versés sur les actions privilégiées, série B soient calculés au prorata afin d'englober les dividendes pour la période allant de la date à laquelle ces actions ont été émises, en décembre 2009, au 30 avril 2010.

DESCRIPTION DE LA STRUCTURE DU CAPITAL

Description générale

Le capital autorisé de la Société financière IGM se compose d'un nombre illimité d'actions privilégiées de premier rang pouvant être émises en séries, de 8 000 000 d'actions privilégiées de premier rang à dividende non cumulatif, série B, d'un nombre illimité d'actions privilégiées de second rang pouvant être émises en séries, d'un nombre illimité d'actions ordinaires et d'un nombre illimité d'actions de catégorie 1 sans

droit de vote. Il y avait auparavant 14 400 000 actions privilégiées de premier rang à dividende non cumulatif, série A en circulation, qui ont toutes été rachetées par la Société en date du 31 décembre 2009.

Le tableau qui suit présente le nombre d'actions de chaque catégorie de la Société qui étaient émises et en circulation au 31 décembre 2011 :

Catégorie	Nombre d'actions émises et en circulation
Actions privilégiées de premier rang à dividende non cumulatif, série B	6 000 000
Actions privilégiées de second rang, pouvant être émises en séries	0
Actions ordinaires	256 658 488
Actions de catégorie 1 sans droit de vote	0

Le texte qui suit décrit les caractéristiques de chacune des catégories d'actions.

a) Actions privilégiées de premier rang

- (i) **Droits de vote** Les porteurs n'ont pas le droit d'être convoqués, d'assister ou de voter aux assemblées des actionnaires. Les actions privilégiées de premier rang peuvent être émises en séries.
- (ii) **Dividendes** Les porteurs d'actions privilégiées de premier rang de quelque série que ce soit ont le droit de recevoir des dividendes en priorité par rapport aux porteurs d'actions privilégiées de second rang, d'actions ordinaires et d'actions de catégorie 1 sans droit de vote (et d'actions d'autres catégories subordonnées à ces actions) si de tels dividendes sont déclarés par le conseil et au moment où ils le sont.
- (iii) **Liquidation ou dissolution** Aucune somme ne peut être versée aux porteurs d'actions privilégiées de second rang, d'actions ordinaires, d'actions de catégorie 1 sans droit de vote ou d'actions de toute autre catégorie subordonnées aux actions privilégiées de premier rang, et aucun élément d'actif ne peut être réparti entre ces porteurs, tant que les porteurs d'actions privilégiées de premier rang n'ont pas reçu les sommes prévues dans les statuts à leur intention à titre de remboursement de capital, de primes et de dividendes courus n'ayant pas été versés, y compris tous les dividendes cumulatifs, qu'ils aient été déclarés ou non. Les porteurs de cette catégorie d'actions n'ont le droit de participer à aucune autre répartition de l'actif.

b) Actions privilégiées de premier rang à dividende non cumulatif, série B (les « actions de série B »)

- (i) **Droits de vote** Les porteurs n'ont le droit d'être convoqués, d'assister ou de voter aux assemblées des actionnaires que si la Société a omis de déclarer et de verser huit dividendes trimestriels, consécutifs ou non, sur les actions de série B. Le cas échéant, tant que le montant total d'un dividende n'a pas été versé, ces porteurs ont le droit d'être convoqués et d'assister à toutes les assemblées des actionnaires et d'y exprimer une voix par action de série B. Ces droits de vote s'éteignent dès que la Société a versé le montant total du dividende.
- (ii) **Dividendes** Des dividendes en espèces privilégiés non cumulatifs correspondant à

0,36875 \$ par action de série B, s'ils sont déclarés par le conseil, sont versés le dernier jour des mois de janvier, d'avril, de juillet et d'octobre de chaque année. Les porteurs d'actions privilégiées de premier rang de quelque série que ce soit ont le droit de recevoir des dividendes en priorité par rapport aux porteurs d'actions privilégiées de second rang, d'actions ordinaires et d'actions de catégorie 1 sans droit de vote (et d'actions d'autres catégories qui sont subordonnées aux leurs) si de tels dividendes sont déclarés par le conseil et au moment où ils le sont.

- (iii) **Rachat et achat** Dans certaines circonstances, la Société peut racheter les actions de série B. Elle peut racheter les actions contre espèces au prix de 26,00 \$ chacune à compter du 31 décembre 2014 jusqu'au 31 décembre 2015, exclusivement, de 25,75 \$ chacune à compter du 31 décembre 2015 jusqu'au 31 décembre 2016, exclusivement, de 25,50 \$ chacune à compter du 31 décembre 2016 jusqu'au 31 décembre 2017, exclusivement, de 25,25 \$ chacune à compter du 31 décembre 2017 jusqu'au 31 décembre 2018, exclusivement, et de 25,00 \$ chacune à compter du 31 décembre 2018. Sous réserve de ses statuts et des lois applicables, la Société peut acheter à des fins d'annulation quelque nombre d'actions de série B en circulation que ce soit.

- (iv) **Liquidation ou dissolution** Aucune somme ne peut être versée aux porteurs d'actions privilégiées de second rang, d'actions ordinaires, d'actions de catégorie 1 sans droit de vote ou d'actions d'autres catégories subordonnées aux actions privilégiées de premier rang, et aucun élément d'actif ne peut être réparti entre ces porteurs, tant que les porteurs d'actions de série B n'ont pas reçu 25,00 \$ par action de série B, ainsi que tous les dividendes déclarés et impayés. Les porteurs de cette catégorie d'actions n'ont le droit de participer à aucune autre répartition de l'actif.

c) Actions privilégiées de second rang

- (i) **Droits de vote** Les porteurs n'ont pas le droit d'être convoqués, d'assister ou de voter aux assemblées des actionnaires. Les actions privilégiées de second rang peuvent être émises en séries et sont assujetties et subordonnées aux droits, aux privilèges, aux restrictions et aux conditions rattachés aux actions privilégiées de premier rang.

(ii) **Dividendes** Les porteurs d'actions privilégiées de second rang de quelque série que ce soit ont le droit de recevoir des dividendes en priorité par rapport aux porteurs d'actions ordinaires et d'actions de catégorie 1 sans droit de vote (et d'actions d'autres catégories subordonnées à ces actions) si de tels dividendes sont déclarés par le conseil et au moment où ils le sont.

(iii) **Liquidation ou dissolution** Aucune somme ne peut être versée aux porteurs d'actions ordinaires, d'actions de catégorie 1 sans droit de vote ou d'actions d'autres catégories subordonnées aux actions privilégiées de second rang, et aucun élément d'actif ne peut être réparti entre ces porteurs, tant que les porteurs d'actions privilégiées de second rang n'ont pas reçu les sommes prévues dans les statuts à leur intention à titre de remboursement de capital, de primes et de dividendes courus n'ayant pas été versés, y compris tous les dividendes cumulatifs, qu'ils aient été déclarés ou non. Les porteurs de cette catégorie d'actions n'ont le droit de participer à aucune autre répartition de l'actif.

d) Actions ordinaires

- (i) **Droits de vote** Les actions ordinaires de la Société donnent à leur porteur le droit de voter à toutes les assemblées des actionnaires.
- (ii) **Dividendes** Les porteurs de ces actions ont droit aux dividendes qui sont déclarés par le conseil, au moment où ils le sont, sous réserve du droit prioritaire des porteurs des

séries d'actions privilégiées de premier rang et d'actions privilégiées de second rang de toucher des dividendes, comme il est indiqué ci-dessus.

(iii) **Liquidation ou dissolution** Une fois que les porteurs d'actions privilégiées de premier rang, d'actions privilégiées de second rang et d'actions de toute autre catégorie ont reçu la somme à laquelle ils ont droit en cas de liquidation ou de dissolution de la Société, le reliquat de l'actif de la Société est versé aux porteurs d'actions ordinaires et aux porteurs d'actions de catégorie 1 sans droit de vote ou est réparti entre ceux-ci, sans préférence ni distinction.

e) Actions de catégorie 1 sans droit de vote

- (i) **Droits de vote** Les porteurs d'actions de catégorie 1 sans droit de vote n'ont pas le droit de voter aux assemblées des actionnaires, mais ils ont le droit d'y être convoqués.
- (ii) **Dividendes** Ces actions sont de rang égal aux actions ordinaires en ce qui a trait au versement de dividendes.
- (iii) **Liquidation ou dissolution** Une fois que les porteurs d'actions privilégiées de premier rang, d'actions privilégiées de second rang et d'actions de toute autre catégorie ont reçu la somme à laquelle ils ont droit en cas de liquidation ou de dissolution de la Société, le reliquat de l'actif de la Société est versé aux porteurs d'actions ordinaires et aux porteurs d'actions de catégorie 1 sans droit de vote ou est réparti entre ceux-ci, sans préférence ni distinction.

Notes

Le tableau qui suit présente les notes⁽¹⁾ qui avaient été attribuées aux titres en circulation de la Société au 31 décembre 2011 :

Titres	DBRS	S&P
Titres d'emprunt à long terme (débentures non garanties)	A (élevé)	A+
Actions privilégiées	Pfd-2 (élevé)	A-/P-1 (faible)

⁽¹⁾ La tendance relative à la note de DBRS et la perspective relative à la note de S&P sont stables.

Les notes de crédit sont destinées à fournir aux épargnants une mesure indépendante de la qualité des titres d'une société sur le plan de la solvabilité et indiquent la probabilité que les paiements requis soient faits ainsi que le pouvoir d'une société de remplir ses obligations conformément aux modalités de chaque titre. Les descriptions des catégories utilisées par chacune des agences de notation qui sont présentées ci-après sont tirées des sites Web de chacune de ces agences.

Ces notes ne constituent pas une recommandation d'acheter, de vendre ou de détenir les titres de la Société et ne tiennent pas compte du cours de ces titres ni d'autres facteurs qui pourraient permettre d'établir si un titre donné convient à un épargnant en particulier. De plus, il se peut que les notes ne tiennent pas compte de l'incidence éventuelle de tous les risques sur la valeur des titres et que les agences de notation révisent ces notes ou les retirent à quelque moment que ce soit.

a) Dominion Bond Rating Services (DBRS)

DBRS a recours à différentes échelles pour noter les titres d'emprunt à court terme, les titres d'emprunt à long terme et les actions privilégiées. La note A (élevé), qui a été attribuée aux débetures non garanties de premier rang de la Société financière IGM, correspond à la troisième catégorie la plus élevée sur les dix catégories réservées aux titres d'emprunt à long terme. Selon le système de DBRS, les titres d'emprunt qui obtiennent la note A (élevé) sont de bonne qualité sur le plan de la solvabilité et offrent une protection de l'intérêt et du capital considérée comme solide. Bien qu'il s'agisse d'une bonne note, les entreprises qui l'obtiennent sont considérées comme étant plus vulnérables à une situation économique défavorable et plus susceptibles de démontrer des tendances cycliques que les sociétés ayant obtenu une meilleure note. La mention « élevé » ou « faible » indique la force relative du titre au sein de sa catégorie et l'absence d'une telle mention indique que le titre se situe au milieu de sa catégorie.

La note Pfd-2 (élevé), qui a été attribuée aux actions privilégiées de la Société, correspond à la deuxième catégorie la plus élevée sur les six catégories réservées aux actions privilégiées. Elle indique que les actions privilégiées sont de qualité satisfaisante sur le plan de la solvabilité et que les dividendes et le capital bénéficient d'une protection solide. Toutefois, le bénéfice, le bilan et les ratios de couverture des emprunteurs qui obtiennent la note Pfd-2 (élevé) ne sont pas aussi bons que ceux des sociétés qui obtiennent la note Pfd-1. La mention « élevé » ou « faible » indique la force relative du titre au sein de sa catégorie et l'absence d'une telle mention indique que le titre se situe au milieu de sa catégorie.

b) Standard & Poor's (S&P)

S&P a recours à différentes échelles pour évaluer les titres d'emprunt à court terme, les titres d'emprunt à long terme et les actions privilégiées au Canada. La note « A+ », qui a été attribuée aux débetures non garanties de premier rang de la Société, correspond à la troisième catégorie la plus élevée sur les dix catégories principales réservées aux titres d'emprunt à long terme et indique que S&P est d'avis que le pouvoir de la

Société de remplir ses engagements financiers relatifs aux titres d'emprunt à long terme est bon, mais que les titres en question sont un peu plus vulnérables aux effets défavorables de l'évolution de la situation et de la conjoncture économique que les titres mieux notés. S&P utilise les signes « + » et « - » pour indiquer la position relative du titre au sein d'une catégorie donnée.

Les actions privilégiées de la Société ont obtenu la note « A- » selon l'échelle mondiale de notation des actions privilégiées de S&P et la note P-1 (faible) selon l'échelle canadienne de notation des actions privilégiées de S&P. Ces notes indiquent que S&P est d'avis que le pouvoir de la Société de remplir ses engagements financiers relatifs aux actions privilégiées est bon, mais que les actions en question sont relativement plus vulnérables aux effets défavorables de l'évolution de la situation et de la conjoncture économique que les obligations mieux notées. La catégorie « A » est la plus élevée des neuf catégories de l'échelle mondiale de notation des actions privilégiées de S&P. S&P utilise les signes « + » et « - » pour indiquer la position relative du titre au sein d'une catégorie donnée. La note attribuée à une action privilégiée selon l'échelle canadienne correspond à l'évaluation actuelle de la solvabilité d'un émetteur relativement à une obligation liée à des actions émises sur le marché canadien, par rapport aux actions privilégiées émises par d'autres émetteurs sur le marché canadien. La catégorie P-1 est la plus élevée des huit catégories de l'échelle canadienne de notation des actions privilégiées de S&P. La mention « élevé », « moyen » ou « faible » indique la force relative du titre au sein de la catégorie.

MARCHÉ POUR LA NÉGOCIATION DES TITRES

Les actions ordinaires et les actions privilégiées de premier rang, série B de la Société sont inscrites à la Bourse de Toronto. Les actions ordinaires sont inscrites sous le symbole « IGM », et les actions privilégiées de premier rang, série B, sous le symbole « IGM.PR.B ».

Le tableau qui suit présente des renseignements sur la fourchette des cours de clôture et le volume négocié des actions de chacune de ces catégories pendant chaque mois de l'exercice terminé le 31 décembre 2011.

Actions ordinaires

2011	Plancher	Plafond	Volume
Janvier	42,51	43,38	3 925 911
Février	42,33	47,20	5 975 005
Mars	46,89	49,31	6 715 182
Avril	47,68	49,18	2 709 778
Mai	47,98	50,01	4 567 537
Juin	48,55	50,55	4 289 299
Juillet	47,85	50,95	3 216 728
Août	41,30	47,89	7 652 267
Septembre	42,70	44,54	4 400 990
Octobre	42,03	44,18	3 857 571
Novembre	41,71	43,46	5 372 652
Décembre	43,81	45,42	4 593 498

Actions privilégiées de premier rang, série B

2011	Plancher	Plafond	Volume
Janvier	25,00	25,41	225 998
Février	25,08	25,40	181 912
Mars	25,19	25,58	197 581
Avril	25,25	25,49	92 588
Mai	25,40	25,88	111 026
Juin	25,25	25,99	121 786
Juillet	25,45	25,70	59 493
Août	25,28	25,84	151 713
Septembre	25,60	26,10	76 930
Octobre	25,15	26,10	78 432
Novembre	26,00	26,50	90 262
Décembre	25,94	26,24	99 325

ADMINISTRATEURS ET DIRIGEANTS

Administrateurs

La liste des administrateurs ainsi que leurs liens d'affaires, leur lieu de résidence et leur participation dans la Société, la durée de leur mandat et la liste des comités du conseil et des membres de ceux-ci se trouvent aux pages 5 à 9 de la circulaire de sollicitation de procurations. MM. Bibeau, A. Desmarais, P. Desmarais jr, Harder, McFeetors, Orr, Plessis-Bélaïr et Rousseau siègent au conseil de la société mère de la Société, la Corporation Financière Power.

Tous les administrateurs entretiennent leurs liens d'affaires actuels depuis au moins cinq (5) ans, à l'exception de Heather Conway, de V. Peter Harder, d'Henri-Paul Rousseau et de Philip K. Ryan. M^{me} Conway est chef des affaires commerciales du Musée des beaux-arts de l'Ontario depuis le 7 septembre 2011. De juillet 2009 au 11 mars 2011, elle a été chef de la direction d'Edelman Public Relations Canada. D'octobre 2007 à juillet 2009, elle a travaillé à son compte et,

auparavant, elle a été vice-présidente à la direction, Affaires internes et publiques de Communications Alliance Atlantis Inc., de juillet 2001 à octobre 2007. M. Harder est président du Conseil commercial Canada-Chine depuis 2008 et conseiller principal en matière de politiques gouvernementales chez Fraser Milner Casgrain S.E.N.C.R.L. depuis 2007. Il a été sous-ministre des Affaires étrangères de juin 2003 à mars 2007. M. Rousseau est vice-président du conseil de la Corporation Financière Power et de Power Corporation du Canada depuis janvier 2009. Il a été président et chef de la direction de la Caisse de dépôt et placement du Québec de 2005 à 2008 et en a été président du conseil et chef de la direction de septembre 2002 à avril 2005. M. Ryan est vice-président exécutif et chef des services financiers de la Corporation Financière Power et de Power Corporation du Canada depuis janvier 2008. De 1985 à 2008, il a occupé divers postes au sein de Credit Suisse.

Hauts dirigeants

Le tableau suivant présente les hauts dirigeants de la Société et de ses filiales principales : ⁽¹⁾

Nom, province ou État et pays de résidence du haut dirigeant	Poste au sein de la Société et des membres du groupe de celle-ci
Murray J. Taylor (Manitoba) Canada	Co-président et chef de la direction de la Société financière IGM Inc. et président et chef de la direction du Groupe Investors Inc.
Charles R. Sims (Ontario) Canada	Co-président et chef de la direction de la Société financière IGM Inc. et président et chef de la direction de Mackenzie Inc.
Gregory D. Tretiak (Manitoba) Canada	Vice-président exécutif, Finances et chef des services financiers de la Société financière IGM Inc.
A. Scott Penman (Manitoba) Canada	Vice-président exécutif et chef des placements du Groupe Investors Inc.
Mark Kinzel (Manitoba) Canada	Vice-président exécutif, Services financiers du Groupe Investors Inc.
Kevin E. Regan (Manitoba) Canada	Vice-président exécutif, Services financiers du Groupe Investors Inc.
E. Blake Moore jr. (Ontario) Canada	Vice-président exécutif et chef de la distribution de Corporation Financière Mackenzie

⁽¹⁾ Les renseignements sur M. Orr, président du conseil de la Société, sont présentés dans le tableau sur les administrateurs qui figure dans la circulaire de sollicitation de procurations.

Tous les hauts dirigeants de la Société entretiennent leurs liens d'affaires actuels depuis au moins cinq (5) ans, à l'exception de M. E. Blake Moore jr. M. Moore a été chef de la direction d'Allianz Global Investors Distributors LLC de 2004 à 2008, d'Allianz Global Investors Fund Management LLC de 2004 à 2010 et d'Allianz Global Investors Solutions LLC de 2008 à 2010.

À la connaissance de la Société, aucun administrateur ou haut dirigeant de la Société n'est, ni n'a été au cours des dix dernières années, administrateur ou haut dirigeant d'une société qui, pendant qu'il remplissait son mandat à ce titre, a) a fait l'objet d'une ordonnance d'interdiction d'opérations, d'une ordonnance similaire ou d'une ordonnance qui l'empêchait de se prévaloir de dispenses en vertu des lois sur les valeurs mobilières canadiennes, l'ordonnance en question ayant été en vigueur pendant plus de 30 jours consécutifs, b) a subi un événement qui a fait en sorte, après que cette personne a cessé d'en être un administrateur ou un haut dirigeant, qu'elle fasse l'objet d'une ordonnance d'interdiction d'opérations, d'une ordonnance similaire ou d'une ordonnance qui l'empêchait de se prévaloir de dispenses en vertu des lois sur les valeurs mobilières canadiennes, l'ordonnance en question ayant été en vigueur pendant plus de 30 jours consécutifs, ou c) à l'intérieur de la période de un an suivant la fin du mandat de cette personne à titre d'administrateur ou de haut dirigeant, a fait faillite, a présenté une proposition en vertu d'une loi sur la faillite ou l'insolvabilité, a intenté des poursuites à l'encontre de ses créanciers ou a présenté un arrangement ou un concordat à ses créanciers, ou en a été l'objet, ou a subi la nomination d'un séquestre, d'un administrateur-séquestre ou d'un fiduciaire chargé de détenir son actif, à l'exception de M. Daniel Johnson, qui a été membre et président du conseil de Geneka Biotechnologie Inc. jusqu'au 7 mars 2003, soit environ deux mois avant la date à laquelle celle-ci a été réputée avoir fait une cession de faillite, et de M. V. Peter Harder, qui a été membre du conseil d'ARISE Technologies Corporation jusqu'au 24 juin 2011, soit environ six mois avant la date à laquelle celle-ci a déposé un avis d'intention de faire une proposition en vertu de la *Loi sur la faillite et l'insolvabilité* du Canada.

Participation des administrateurs et des hauts dirigeants

À la connaissance de la Société, les administrateurs et les hauts dirigeants de la Société sont collectivement propriétaires véritables, directement ou indirectement, d'environ 612 160 actions ordinaires de la Société, soit 0,2 % de ces actions en circulation, ou exercent une emprise sur une telle proportion de ces actions.

La Corporation Financière Power est propriétaire, directement, de 140 266 259 actions ordinaires, soit 55 % des actions ordinaires en circulation de la Société, et indirectement, par l'entremise de 3411893 Canada Inc. et de 4400003 Canada Inc., ses filiales en propriété exclusive, de 5 532 000 et de 2 133 821 actions ordinaires, respectivement, soit 2,2 % et 0,8 %, respectivement, de ces actions et, par l'entremise de La Great-West, compagnie d'assurance-vie, de 9 200 000 actions ordinaires, soit 3,6 % de ces actions (sans tenir compte des 178 898 actions de la Société que La Great-West, compagnie d'assurance-vie détient dans ses fonds distincts ou à des fins similaires). La Corporation Financière Power est contrôlée par Power Corporation du Canada, dont M. Paul Desmarais et les personnes avec lesquelles il a des liens contrôlent les droits de vote.

POURSUITES JUDICIAIRES ET MESURES D'APPLICATION DE LA RÉGLEMENTATION

Pour obtenir de plus amples renseignements sur les poursuites judiciaires et les mesures d'application de la réglementation, veuillez vous reporter aux pages 59 et 60 du rapport annuel 2011.

AGENTS DES TRANSFERTS ET AGENTS CHARGÉS DE LA TENUE DES REGISTRES

Société de fiducie Computershare du Canada est l'agent des transferts et agent chargé de la tenue des registres des actions ordinaires de la Société; elle compte des bureaux à Calgary, en Alberta, à Halifax, en Nouvelle-Écosse, à Montréal, au Québec, à Toronto, en Ontario et à Vancouver, en Colombie-Britannique.

La Société, à son siège social de Winnipeg, est l'agent des transferts et agent chargé de la tenue des registres de ses actions privilégiées de premier rang, série B.

CONTRATS IMPORTANTS

Le texte qui suit décrit les contrats importants que la Société a conclus depuis le 1^{er} janvier 2002 et qui sont toujours en vigueur :

a) Acte de fiducie supplémentaire relatif à la troisième série

Conclu en date du 13 décembre 2002 entre la Société et Société de fiducie Computershare du Canada, l'acte de fiducie prévoit la création de débentures à 7,00 % d'un capital global de 175 M\$ échéant le 31 décembre 2032. Il prévoit que les débentures constituent des obligations directes et non garanties

de la Société et sont de rang égal à tous les titres d'emprunt non subordonnés et non garantis existants ou futurs de la Société. Des débentures d'un capital global de 175 M\$ sont actuellement en circulation.

b) Actes de fiducie supplémentaires relatifs à la quatrième et à la cinquième séries

Conclus en date du 5 mars 2003 entre la Société et Société de fiducie Computershare du Canada, les actes de fiducie prévoient la création de débentures à 6,58 % d'un capital global de 150 M\$ échéant le 7 mars 2018 et de débentures à 7,11 % d'un capital global de 150 M\$ échéant le 7 mars 2033, respectivement. Ils prévoient que les débentures constituent des obligations directes et non garanties de la Société et sont de rang égal à tous les titres d'emprunt non subordonnés et non garantis existants ou futurs de la Société. Des débentures d'un capital global de 150 M\$ sont actuellement en circulation aux termes de chacun de ces actes.

c) Acte de fiducie supplémentaire relatif à la sixième série

Conclu en date du 7 avril 2009 entre la Société et Société de fiducie Computershare du Canada, l'acte de fiducie prévoit la création de débentures à 7,35 % d'un capital global de 375 M\$ échéant le 8 avril 2019. Il prévoit que les débentures constituent des obligations directes et non garanties de la Société et sont de rang égal à tous les titres d'emprunt non subordonnés et non garantis existants ou futurs de la Société. Des débentures d'un capital global de 375 M\$ sont actuellement en circulation aux termes de cet acte.

d) Acte de fiducie supplémentaire relatif à la septième série

Conclu en date du 9 décembre 2010 entre la Société et Société de fiducie Computershare du Canada, l'acte de fiducie prévoit la création de débentures à 6,00 % d'un capital global de 200 M\$ échéant le 10 décembre 2040. Il prévoit que les débentures constituent des obligations directes et non garanties de la Société et sont de rang égal à tous les titres d'emprunt non subordonnés et non garantis existants ou futurs de la Société. Des débentures d'un capital global de 200 M\$ sont actuellement en circulation aux termes de cet acte.

Les actes de fiducie mentionnés ci-dessus, qui ont été conclus dans le cours normal des affaires, prévoient certains engagements de ne pas faire et cas de défaut.

INTÉRÊTS DES EXPERTS

Deloitte & Touche s.r.l. sont les auditeurs externes de la Société financière IGM et, à ce titre, ont dressé le rapport des auditeurs aux actionnaires qui accompagne les états financiers consolidés annuels de la Société financière IGM pour l'exercice terminé le plus récent. À la connaissance de la Société, Deloitte & Touche s.r.l. est un cabinet indépendant selon le code de déontologie de l'Institut des comptables agréés du Manitoba.

COMITÉ D'AUDIT

Composition du comité d'audit

Le comité d'audit de la Société financière IGM se compose de MM. John S. McCallum (président du comité), A. Marc Bibeau et Roy W. Piper. Les responsabilités et les fonctions du comité d'audit sont décrites plus amplement dans la charte du comité, qui est présentée à l'annexe A de la présente notice annuelle. Le conseil d'administration estime que chacun des membres du comité d'audit de la Société financière IGM est « indépendant » et possède des « compétences financières » au sens des lois sur les valeurs mobilières canadiennes.

Outre leur expérience générale dans le domaine des affaires et leur rôle au sein d'autres sociétés, les membres du comité d'audit de la Société siègent à ce comité depuis de nombreuses années (sauf M. Bibeau, qui a été nommé au comité d'audit en mai 2009). À ce titre, ils ont de l'expérience dans l'examen d'états financiers et le règlement de questions de comptabilité et d'audit connexes. Le texte qui suit décrit la formation et l'expérience de chaque membre du comité d'audit qui sont pertinentes à l'exercice de ses responsabilités à ce titre.

M. McCallum est professeur de finance à l'Université du Manitoba depuis 1973. Il est titulaire d'un doctorat en finance de l'Université de Toronto, d'un M.B.A. en marketing et en recherche opérationnelle de l'Université Queen's, d'un baccalauréat ès sciences (mathématique et physique) de l'Université de Montréal et d'un baccalauréat ès arts (économique et philosophie) de l'Université de Montréal. Il enseigne et fait de la recherche dans les domaines suivants : le financement des entreprises, l'économie monétaire, les marchés financiers et les institutions financières. De 1977 à 1981, il a été conseiller en économie auprès du premier ministre du Manitoba. De 1984 à 1991, il a été conseiller spécial auprès du ministre des Finances du Canada et,

de 1991 à 1993, conseiller spécial auprès du ministre de l'Industrie, des Sciences, de la Technologie et du Commerce du Canada. Il a été vice-président du conseil et président du comité d'audit d'Hydro-Manitoba de 1988 à 1990 puis, de 1991 à 2000, président du conseil. M. McCallum siège au conseil et au comité d'audit de Fortis Inc. et de Toromont Industries Ltd., et il préside le comité d'audit de cette dernière depuis 1987. Il est membre du conseil de The Wawanesa Insurance Company et a déjà siégé au comité d'audit de celle-ci. Il a publié des articles dans diverses publications financières. Il est membre du comité d'audit de la Société financière IGM depuis avril 1998 et le préside depuis le 7 mai 2010.

M. Bibeau est président, depuis 1996, de Les Centres d'Achat Beauward Ltée, société fermée qui aménage, loue et exploite des biens immobiliers. Auparavant, il a occupé un certain nombre d'autres postes au sein de cette société. Il est titulaire d'un baccalauréat en administration des affaires de l'Université Bishop.

M. Piper est agriculteur autonome. Il a été l'un des administrateurs de l'Union des producteurs de grain Ltée (maintenant appelée Viterra Inc.) de 1979 à 2000,

membre du comité d'audit de 1986 à 2000, président de ce comité de 1994 à 2000 ainsi que vice-président de 1988 à 2000. Il est membre du comité d'audit de la Société financière IGM depuis avril 1988.

Politique d'approbation préalable

Le comité d'audit a adopté une politique d'approbation préalable des services fournis par les auditeurs externes. La politique précise les services d'audit qui sont approuvés au préalable par le comité, définit les services autres que d'audit qui sont interdits ou qui sont approuvés au préalable et prévoit que tous les autres services autres que d'audit doivent être approuvés au préalable par le comité d'audit. La liste des services d'audit et des services autres que d'audit permis ayant fait l'objet de cette approbation préalable est revue et approuvée de nouveau régulièrement. La politique exige que les auditeurs externes mettent en œuvre leurs propres normes et méthodes afin de s'assurer de ne fournir aucun service autre que d'audit interdit et de s'assurer, avant d'accepter une mission de prestation de services autres que d'audit permis, que les services en question ont été approuvés au préalable.

Honoraires versés aux auditeurs externes

Le tableau qui suit présente le montant total des honoraires qui ont été versés aux auditeurs externes de la Société au cours des exercices terminés les 31 décembre 2011 et 2010 : ⁽¹⁾

(en milliers de dollars)	2011	2010
Services d'audit	2 511 \$	2 359 \$
Services liés à l'audit	597	444
Services fiscaux	31	76
Autres services	291	212
Total	3 430 \$	3 090 \$

⁽¹⁾ Sans tenir compte de ce qui suit :

- les honoraires relatifs aux services d'audit dont une tranche de 843 \$ (1 014 \$ en 2010) se rapportait à l'audit de certains organismes de placement collectif gérés par la Société;
- les honoraires relatifs aux services liés à l'audit dont une tranche nulle (7 \$ en 2010) se rapportait à certains organismes de placement collectif gérés par la Société;
- les honoraires relatifs aux services fiscaux dont une tranche de 48 \$ (217 \$ en 2010) se rapportait à certains organismes de placement collectif gérés par la Société.

Honoraires relatifs aux services d'audit

Ces honoraires ont été versés en contrepartie des services professionnels qui ont été fournis par les auditeurs externes dans le cadre de l'audit des états financiers annuels de la Société et de ses filiales ou des services fournis dans le cadre des dépôts ou des missions prévus par la loi ou la réglementation.

Honoraires relatifs aux services liés à l'audit

Ces honoraires ont été versés relativement aux services de certification et aux services connexes qui ont trait, dans une mesure raisonnable, à l'audit ou à l'examen des états financiers annuels de la Société et ne sont pas pris en considération dans les honoraires relatifs aux services d'audit indiqués ci-dessus.

Honoraires relatifs aux services fiscaux

Ces honoraires ont été versés en contrepartie de services de consultation et de conformité en matière fiscale, y compris l'examen des déclarations de revenus et la prestation de conseils sur des questions de vérification fiscale et la façon de remplir les annexes et de faire les calculs fiscaux de caractère courant.

Autres services

Ces honoraires ont été versés en contrepartie de services autres que les services d'audit, les services liés à l'audit et les services fiscaux décrits ci-dessus. Ces services comprenaient la traduction en français des états financiers consolidés annuels et du rapport de gestion pour l'exercice terminé le 31 décembre 2010 et des états financiers consolidés intermédiaires et des rapports trimestriels aux actionnaires de la Société de 2011 ainsi que d'autres services consultatifs.

RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES

On peut obtenir des renseignements supplémentaires sur la Société, y compris les communiqués de presse et les états financiers de celle-ci, sur son site Web, au www.igmfinancial.com. On peut également obtenir des renseignements sur la Société sur SEDAR, au www.sedar.com.

La circulaire de sollicitation de procurations donne d'autres renseignements, notamment sur la rémunération des administrateurs et des dirigeants et les prêts qui leur ont été consentis, les porteurs principaux des titres de la Société et les titres pouvant être émis aux termes des régimes de rémunération à base d'actions.

D'autres renseignements financiers sont fournis dans les états financiers et le rapport de gestion pour l'exercice terminé le 31 décembre 2011, qui figurent dans le rapport annuel 2011.

On peut se procurer des exemplaires des documents dont il est fait mention ci-dessus ainsi que des documents suivants en s'adressant au secrétaire de la Société, au 447, avenue Portage, Winnipeg (Manitoba) R3C 3B6 :

- a) la présente notice annuelle et les documents les plus récents, ou les pages pertinentes de ces documents, qui y sont intégrés par renvoi;
- b) tout autre document intégré par renvoi à un prospectus simplifié provisoire ou à un prospectus simplifié déposé relativement à un placement de titres de la Société.

La Société peut exiger le paiement de frais raisonnables si la demande est faite par une personne qui n'est pas un porteur de ses titres, sauf lorsque ses titres sont en cours de placement aux termes d'un prospectus simplifié provisoire ou d'un prospectus simplifié définitif, auquel cas ces documents seront fournis sans frais.

ANNEXE A

SOCIÉTÉ FINANCIÈRE IGM INC.

Charte du comité d'audit

1.0 COMPOSITION

Le comité d'audit (le « *comité* ») de la Société financière IGM Inc. (la « *Société* ») doit se composer d'au moins trois administrateurs de la Société, qui doivent tous être *indépendants* et posséder des *compétences financières* au sens du règlement 52-110 des Autorités canadiennes en valeurs mobilières.

2.0 FONCTIONNEMENT

Le comité suit le mode de fonctionnement suivant pour s'acquitter de ses fonctions et de ses responsabilités :

- (1) **Réunions** Le comité doit se réunir au moins quatre fois par année, et plus souvent au besoin, afin de remplir les fonctions et les responsabilités prévues dans les présentes.
- (2) **Conseillers** Le comité peut retenir les services des conseillers juridiques indépendants et des autres conseillers qu'il juge nécessaires pour lui permettre de remplir ses fonctions et établir et verser, aux frais de la Société, la rémunération de ces conseillers.
- (3) **Quorum** Aux réunions du comité, deux membres du comité constituent le quorum.
- (4) **Secrétaire** Le président du comité, ou une personne qu'il nomme, agit comme secrétaire aux réunions du comité.
- (5) **Convocation des réunions** Une réunion du comité peut être convoquée par le président du comité, par le président du conseil d'administration (le « *conseil* »), par le président et chef de la direction, par les auditeurs externes de la Société ou par un membre du comité. Si une réunion du comité est convoquée par une personne autre que le président du conseil, le président du comité devra en aviser ce dernier.

3.0 FONCTIONS ET RESPONSABILITÉS

3.1 Communication de l'information financière Les fonctions, les responsabilités et les pouvoirs du comité s'établissent comme suit :

- (1) examiner les documents suivants de la Société et en rendre compte au conseil avant que ces documents soient approuvés par celui-ci et publiés :
 - a) les états financiers intermédiaires et annuels;
 - b) les rapports de gestion intermédiaires et annuels;
 - c) les communiqués de presse portant sur les résultats intermédiaires et annuels;
 - d) les autres documents contenant de l'information financière auditée ou non auditée, à sa discrétion;
- (2) avoir la certitude qu'il existe des méthodes adéquates permettant l'examen de l'information financière publiée qui est tirée des états financiers de la Société, outre les renseignements présentés dans les états financiers, dans les rapports de gestion et dans les communiqués de presse portant sur les résultats, et évaluer périodiquement le caractère adéquat de ces méthodes.

3.2 Audit externe Les fonctions, les responsabilités et les pouvoirs du comité s'établissent comme suit :

- (1) recommander au conseil les auditeurs externes qui seront chargés de dresser ou d'émettre le rapport des auditeurs ou de fournir d'autres services d'audit, d'examen ou de certification;
- (2) examiner les modalités de la mission des auditeurs externes, le caractère approprié et raisonnable des honoraires d'audit proposés et les questions liées au versement de ces honoraires et recommander au conseil la rémunération des auditeurs externes;
- (3) s'assurer de l'indépendance des auditeurs externes, notamment en examinant le rapport annuel rédigé par ces derniers à ce sujet;
- (4) examiner la mission des auditeurs externes pour s'assurer que ces derniers sont dûment nommés à titre d'auditeurs externes de chacune des filiales de la Société, sauf si la Société est d'avis, après avoir consulté les auditeurs externes, que l'actif total ou le bénéfice net d'une filiale ne constitue pas une part importante de son actif total ou de son bénéfice net ou sauf si, dans le cas d'une filiale qui exerce ses activités dans un pays autre que le Canada, les lois du pays en question ne permettent pas une telle nomination;
- (5) étudier la recommandation des auditeurs externes relativement à la personne qui sera chargée de l'audit;
- (6) rencontrer les auditeurs externes et la direction pour discuter du plan d'audit, des résultats de l'audit et des restrictions quant à l'étendue du travail des auditeurs externes;
- (7) examiner, avec les auditeurs externes et la direction, les modifications des principes comptables généralement reconnus, la qualité et le caractère acceptable des conventions et des hypothèses comptables principales, les autres méthodes de traitement de l'information financière, dans le cadre des principes comptables généralement reconnus, qui ont fait l'objet de discussions avec les membres de la direction, les conséquences de l'utilisation de ces autres méthodes et le traitement favorisé par les auditeurs externes, la présentation et l'incidence des risques et des incertitudes importants qui sont susceptibles d'avoir une incidence défavorable sur la Société et les estimations et jugements clés de la direction qui, dans chaque cas, sont susceptibles d'avoir une importance sur le plan de la présentation de l'information financière de la Société;
- (8) communiquer directement avec les auditeurs externes;
- (9) recevoir les rapports directement des auditeurs externes;
- (10) superviser directement le travail des auditeurs externes en ce qui a trait à la rédaction ou à la publication du rapport des auditeurs ou à d'autres services d'audit, d'examen ou de certification pour le compte de la Société, y compris le règlement des désaccords entre la direction et les auditeurs externes quant à la présentation de l'information financière;
- (11) rencontrer les auditeurs externes afin de discuter des états financiers annuels (y compris le rapport des auditeurs externes y afférent) et des états financiers intermédiaires (y compris le rapport de mission d'examen des auditeurs externes y afférent);
- (12) examiner les lettres de recommandation des auditeurs externes ainsi que la façon dont la direction donne suite à ces recommandations;
- (13) examiner l'évaluation que font les auditeurs externes du contrôle interne de la Société sur la présentation de l'information financière ainsi que la façon dont la direction donne suite à cette évaluation;
- (14) approuver au préalable (ou déléguer l'approbation préalable à un ou plusieurs de ses membres), conformément à la politique d'approbation préalable, toutes les missions relatives à des services autres que d'audit que les auditeurs externes doivent fournir à la Société ou à ses filiales ainsi que les honoraires correspondants et étudier l'incidence de ces missions et honoraires sur l'indépendance des auditeurs externes;
- (15) examiner et approuver la politique de la Société quant à l'embauche d'associés et d'employés, ou d'anciens associés et employés, des auditeurs externes, anciens ou actuels;
- (16) examiner toutes les questions et les déclarations ayant trait au changement d'auditeurs externes, le cas échéant, ainsi que les mesures que la direction prévoit prendre pour assurer une transition ordonnée.

3.3 Audit interne Les obligations, les responsabilités et les pouvoirs du comité s'établissent comme suit :

- (1) communiquer directement avec l'auditeur interne;
- (2) examiner périodiquement les mandats d'audit interne de la Société;
- (3) examiner annuellement le plan d'audit interne;
- (4) exiger que la direction mette en œuvre et maintienne des contrôles internes appropriés et examiner, évaluer et approuver ces contrôles;
- (5) rencontrer l'auditeur interne et la direction afin de discuter de l'efficacité des contrôles internes de la Société;
- (6) examiner le résumé des rapports de l'auditeur interne et des mesures prises par la direction pour gérer les risques importants qui y sont soulevés.

3.4 Conformité Les obligations, les responsabilités et les pouvoirs du comité s'établissent comme suit :

- (1) examiner les rapports du chef de la conformité et du chef de la protection des renseignements personnels;
- (2) rencontrer le chef de la conformité et le chef de la protection des renseignements personnels afin de discuter de l'efficacité des normes et méthodes actuellement utilisées pour assurer la conformité aux lois et règlements applicables;
- (3) assurer la conformité au code de conduite professionnelle et d'éthique commerciale ou à la politique en la matière, selon le cas;
- (4) examiner périodiquement le mandat du chef de la conformité et du chef de la protection des renseignements personnels de la Société.

3.5 Processus de traitement des plaintes en matière de comptabilité Le comité doit établir un processus aux fins suivantes :

- (1) la réception, la conservation et le traitement des plaintes reçues par la Société au sujet de la comptabilité, des contrôles comptables internes ou de l'audit;
- (2) l'envoi confidentiel, sous le couvert de l'anonymat, par les employés de la Société, de préoccupations touchant des questions de comptabilité ou d'audit discutables.

3.6 Réunions à huis clos Le comité doit se réunir périodiquement à huis clos et rencontrer séparément les auditeurs externes, l'auditeur interne et la direction, lorsqu'il le juge approprié.

3.7 Filiales

- (1) Dans le cas d'une filiale en exploitation importante se trouvant, dans la chaîne de propriété, entre la Société et une filiale directe, le comité doit examiner les états financiers de la filiale en exploitation importante en question.
- (2) Dans le cas d'une filiale directe :
 - a) le comité doit s'en remettre à l'examen et à l'approbation des états financiers de la filiale directe faits par le comité d'audit et le conseil d'administration de la filiale directe ainsi qu'aux rapports et aux avis des auditeurs externes portant sur ces états financiers;
 - b) le comité doit recevoir un exemplaire de la charte du comité d'audit de la filiale directe ainsi qu'un document résumant la structure et les règles relatives à ses réunions (le « *résumé des règles* »);
 - c) à chaque réunion du comité, le secrétaire du comité doit soumettre le rapport du secrétaire du comité d'audit de la filiale directe attestant que le processus prévu par la charte et le résumé des règles ont été suivis.

(3) À ces fins :

- a) « *filiale en exploitation importante* » désigne une filiale en exploitation dont le bénéfice net compte pour 10 % et plus du bénéfice net de la Société;
- b) « *filiale directe* » désigne une filiale en exploitation importante qui appartient directement à la Société et qui compte un comité d'audit composé en majorité d'administrateurs indépendants.

4.0 PRÉSENCE DES AUDITEURS AUX RÉUNIONS

Les auditeurs externes ont le droit d'être convoqués aux réunions du comité et, aux frais de la Société, d'y assister et d'y être entendus. Si un membre du comité en fait la demande, les auditeurs externes devront assister à toutes les réunions du comité qui ont lieu pendant la durée de leur mission.

5.0 ACCÈS À L'INFORMATION

Le comité doit avoir accès à l'information, aux documents et aux registres dont il a besoin pour remplir ses fonctions et ses responsabilités conformément à la présente charte.

6.0 EXAMEN DE LA CHARTE

Le comité doit examiner la présente charte périodiquement et recommander au conseil les modifications qu'il juge appropriées.

7.0 RAPPORTS

Le président du comité doit rendre compte au conseil, de la manière et au moment exigés par ce dernier, des questions ayant été soumises à l'examen du comité et informer sans délai le président du conseil de toute question importante soulevée par les membres du comité, par l'auditeur interne, par les auditeurs externes ou par les organismes de réglementation et il doit fournir au président du conseil des exemplaires des rapports écrits ou des lettres que le comité a reçus des auditeurs externes et des organismes de réglementation.

Financière^{MC}
IGM